



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Arrêt des violences et libération immédiate de tous les syndicalistes au Bélarus

La CGT exige, à l'instar des organisations syndicales de Biélorussie, l'arrêt des violences et la libération immédiate de tous les syndicalistes encore détenus, notamment de nos camarades affiliés au BKDP.

Que ce soit au Bélarus, en France ou dans tout autre pays, la CGT s'oppose à la répression des manifestations, aux violences policières, aux arrestations arbitraires et à la criminalisation des activités syndicales.

Depuis une semaine, le Bélarus connaît des mobilisations de masses au sein desquelles les syndicats du pays prennent une part très active.

Le mouvement prend son origine dans le refus par la population des résultats des élections présidentielles du 9 août.

Organisée à la va-vite en plein cœur de l'été, dans des conditions privant l'opposition d'un accès à une campagne juste et démocratique (plusieurs candidats ayant été empêchés de se présenter), cette mascarade électorale a révolté un peuple bélarusse épuisé par les 26 années de pouvoir autoritaire d'Alexandre Loukachenko.

En réaction à la colère qui se levait, cet autocrate, usé par le pouvoir et par son double jeu entre Union européenne et fédération de Russie, n'a rien trouvé de mieux que de faire usage de la violence contre son peuple.

Ce week-end, un nouveau cap dans la mobilisation a été franchi avec des manifestations gigantesques faisant suite aux débrayages de la semaine dernière, dans de très nombreux secteurs économiques ainsi que sur l'ensemble du territoire.

La grève s'étend désormais et la répression dont plusieurs dirigeants syndicaux sont victimes ne fait que renforcer la détermination des Biélorusses.

Montreuil, le 17 août 2020